



Aubervilliers, le 25 mars 2016

Le Conseil municipal d'Aubervilliers adopte le budget 2016

C'est dans un contexte national difficile, marqué par une baisse importante des dotations de l'Etat que le Conseil municipal a adopté son budget 2016. Trois élu-e-s de l'opposition municipale se joignant à ceux de la majorité, ce qui porte à 39 le nombre d'élu-e-s ayant voté le budget de la commune.

Ce budget renforce le rétablissement de la situation financière entrepris dès le budget voté en 2015.

Après être sortie du piège des emprunts toxiques, la Municipalité avait fait le choix en 2015 de diminuer tous les budgets de 6% (budgets des services, subventions aux associations, indemnités des élus).

Cet exercice a néanmoins des limites. Baisser les budgets des services, à un moment donné, met en cause l'existence même du service public. De plus, le tissu associatif social, éducatif, culturel et sportif est vital surtout en temps de crise économique et dans ces temps où notre société se cherche pour plus d'« en commun » face aux divisions de toutes sortes.

Cette année, pour équilibrer son budget, la ville augmente de 6,14 % sa taxe d'habitation. Pour 50 % des foyers locataires à Aubervilliers, la hausse d'impôts sera entre 38 et 48 euros suivant le nombre d'enfants à charge et pour les propriétaires elle sera inférieure à 100 euros.

Aubervilliers compte environ 30 000 foyers fiscaux, dont un tiers d'entre eux, soit 10 000 foyers, paient l'intégralité de la taxe d'habitation. 6 100 foyers sont totalement exonérés par l'Etat, personnes âgées et personnes à très faibles revenus ne payant pas d'impôts sur le revenu. 13 800 autres foyers ne paient qu'une part de la taxe d'habitation.

Cet ajustement de la taxe d'habitation sera le seul de tout le mandat compte tenu des recettes annoncées pour 2017 et 2018 avec le développement économique de la ville.

Le vote du budget ne boucle pas pour autant la question des finances de la collectivité. Aussi, la Municipalité continuera à dire tout haut que toutes les communes ne sont pas à traiter de la même manière. Elle poursuivra dans les prochaines semaines la mobilisation contre la baisse des dotations de l'Etat.

La Municipalité